

N° DP 25/758

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DES BATIMENTS DITS DE "LA MOUTURE" ET DE "L'ANCIEN MAGASIN" AU SALIN DES PESQUIERS - SITE DES SALINS DE HYERES-LES-PALMIERS - ANNEE 2025**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la délibération n°20/357 du 31 août 2020 ayant pour objet convention de gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du littoral situé sur le territoire de la Métropole pour une durée de 6 ans,

**VU** le projet de convention ci-annexé à la présente,

**CONSIDERANT** que l'association « Villa Noailles » s'est donnée pour objet la programmation et la réalisation d'expositions, de festivals, de rencontres et de résidences dans les domaines des arts de la mode, du design, de l'architecture, de la photographie et de l'art contemporain,

**CONSIDERANT** que le Conservatoire du littoral est propriétaire, sur la commune de Hyères-les-Palmiers, du site du Salin des Pesquiers comprenant les bâtiments dits de la Mouture et de l'Ancien Magasin qui sont gérés par convention en date du 31 août 2020 par la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour une durée de 6 ans,

**CONSIDERANT** que l'association « Villa Noailles » a sollicité le Conservatoire du littoral et son gestionnaire, la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour occuper les bâtiments susmentionnés du 22 septembre au 24 octobre 2025 à l'occasion du Festival International de Mode, de Photographie et d'Accessoires de mode afin d'y accueillir les espaces techniques et les défilés des jeunes créateurs sélectionnés,

**CONSIDERANT** l'intérêt pour le Conservatoire du littoral de favoriser la gestion et la valorisation des espaces protégés et d'intégrer ses sites dans le tissu socioéconomique local,

**CONSIDERANT** l'avis favorable exprimé par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, gestionnaire, voyant ici l'occasion de mettre en exergue le potentiel du patrimoine bâti des sites,

**CONSIDERANT** que cette convention détermine les obligations des parties en présence,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** les termes de la convention définissant les conditions d'occupation des biens immobiliers précités par l'association « Villa Noailles ».

### **ARTICLE 2**

**DE SIGNER** la convention ci-annexée et toutes pièces afférentes au dossier.

## **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

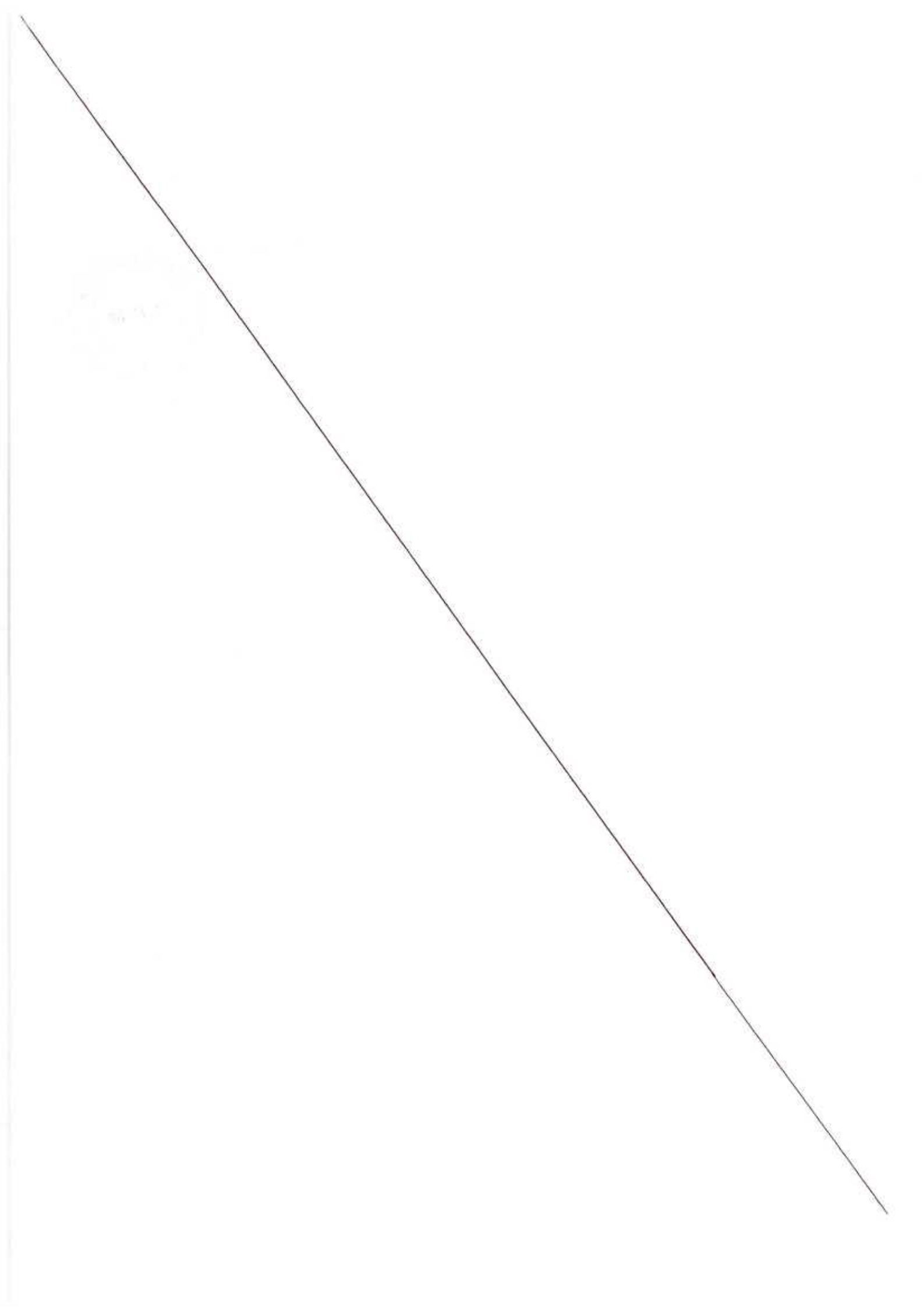
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **30 JUIN 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE  
DES BATIMENTS DITS « LA MOUTURE » ET « L'ANCIEN MAGASIN » AUX SALINS DES PESQUIERS –  
SITE DES SALINS D'HYERES N° 83 /365  
AU TITRE DE L'ANNEE 2025**

---

Vu les articles L. 322-1 à L. 322-13 du code de l'environnement et les articles réglementaires d'application correspondants,

Vu les articles L.2122-1 à L.2122-3, L.2122-6, L.2122-9 à L.2122-12, L.2122-14 et les articles R.2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération du Conseil d'administration du Conservatoire du littoral en date du 10 juillet 2014 approuvant la convention type d'occupation temporaire d'un bâtiment,

Vu le plan de gestion des Salins d'Hyères en date du 2005,

Vu la convention de gestion multi-sites en date du 31 août 2020 pour 6 ans,

ENTRE

**Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres**, situé à la Corderie Royale, BP 10137, 17306 Rochefort Cedex, représenté par son Directeur, Monsieur Philippe Van de MAELE,

Ci-après dénommé « **Conservatoire du littoral** »,

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, gestionnaire du bien désigné par convention en date du 31 août 2020 ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole - 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment autorisé par

Ci-après dénommée « **le gestionnaire** »,

**d'une part,**

ET

**L'association « villa Noailles »**, régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège au 47 Montée de Noailles – Clos Saint-Bernard dit villa Noailles - BP 723 - 83400 Hyères Les Palmiers, représentée par sa Présidente, Madame Pascale MUSSARD, dûment habilitée par délibération de son Conseil d'Administration,

Ci-après dénommée « **le bénéficiaire** »,

**d'autre part,**

Et ensemble ci-après dénommées « **les parties** ».

**IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :**

## PREAMBULE

Le Conservatoire du littoral est propriétaire d'un ensemble immobilier sur le site des Salins des Pesquiers, sur la commune de Hyères-les-Palmiers (83 Var).

Les parcelles concernées par la présente convention ont été classées au domaine propre du Conservatoire du littoral par délibération de son conseil d'administration et relèvent par conséquent du domaine public.

Une convention de gestion du multi-sites en date du 31 août 2020 pour une durée de 6 ans a été conclue entre le Conservatoire du littoral et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Compte tenu de l'intérêt pour le Conservatoire du littoral de favoriser la valorisation des espaces protégés et d'intégrer ses sites dans le tissu socio-économique local et de l'avis favorable exprimé par le gestionnaire, voyant ici l'occasion de mettre en exergue le potentiel du patrimoine bâti des sites, une autorisation d'occupation temporaire est consentie au bénéficiaire dans les conditions définies ci-après.

L'association « villa Noailles » a sollicité le Conservatoire du littoral et son gestionnaire, la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour occuper les bâtiments susmentionnés du 22 septembre au 24 octobre 2025 à l'occasion du Festival International de Mode, de Photographie et d'Accessoires de mode afin d'y accueillir les espaces techniques et les défilés des jeunes créateurs sélectionnés.

## **ARTICLE 1. OBJET**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper temporairement les bâtiments dénommés « la Mouture et l'Ancien Magasin » ; (n° SICLAD : 500) sis sur les parcelles cadastrées HC 18 à Hyères au titre de l'année 2025.

Section	N°	Lieu-dit	Surface (parcelle)	Surface occupée (bâtiment)
HC	18	Salin des Pesquiers	21 298 m2	1 200 m2
HC	18	Salin des Pesquiers	21 298 m2	577 m2
TOTAL	1 parcelle	Salin des Pesquiers	21 298 m2	1 777 m2

- Bâtiment dit de la Mouture : la totalité du hangar d'une superficie de 1 200 m2 sera occupée par le bénéficiaire du 22 septembre au 24 octobre 2025.
- Bâtiment dit de l'Ancien Magasin : la moitié du bâtiment soit 577 m2 sera occupée par le bénéficiaire du 26 septembre au 24 octobre 2025.

La présente autorisation d'occupation du domaine public est délivrée à usage d'accueil pour des espaces techniques et des défilés des jeunes créateurs sélectionnés.

Elle est consentie à titre précaire et révocable dans les conditions de l'article R.2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

La législation concernant les baux ruraux, les baux à loyer d'immeuble ou de locaux à usage commercial, professionnel ou d'habitation ne lui est pas applicable.  
Elle n'est pas constitutive de droits réels.



## **ARTICLE 2. DUREE**

L'autorisation est accordée pour la période du 22 septembre au 24 octobre 2025.

Elle n'est pas renouvelable tacitement.

La présente convention ne confère au bénéficiaire, qui le reconnaît expressément, aucun droit au maintien dans les lieux. Elle revêt un caractère strictement personnel et ne pourra faire l'objet ni de cession, ni de sous-location ou de prêt sous quelque forme que ce soit, sous peine de retrait d'office. Elle ne pourra pas non plus faire l'objet d'une transmission aux héritiers ou aux ayants droit à titre universel.

Le Conservatoire du littoral se réserve le droit de la suspendre ou de la révoquer à tout moment, soit pour non-respect par le bénéficiaire de l'une quelconque de ses obligations, soit pour un motif d'intérêt général. Dans ces cas, le bénéficiaire devra prendre ses dispositions pour libérer les lieux dans les huit jours suivant la réception de la notification adressée en recommandée avec AR par le Conservatoire du littoral.

En aucun cas et pour quelque cause que ce soit, il ne pourra réclamer une indemnité.

## **ARTICLE 3. REDEVANCE**

La présente autorisation d'occupation est autorisée à titre onéreux sur la base de :

300 €/ jour pour le bâtiment de la Mouture, soit pour 33 jours un montant de 9 900€,

100 €/ jour pour le bâtiment du Magasin, soit pour 29 jours un montant de 2 900€,

Le montant total de la redevance d'un montant total de 12 800 € sera versée au gestionnaire pour l'occupation des 2 bâtiments.

Si les travaux engagés par le bénéficiaire pour la sécurisation des conditions d'accueil du public ainsi que des mesures conservatoires des bâtiments concernés s'élevaient à plus de 12 800 € pour l'occupation des 2 bâtiments, la redevance ne sera pas perçue en numéraire par le gestionnaire. En contrepartie, le bénéficiaire en apportera la preuve par transmission au gestionnaire des devis et factures acquittées des travaux engagés.

Dans tous les cas, le bénéficiaire s'engage à fournir au Conservatoire du littoral la preuve de leur exécution sous la forme d'un procès-verbal de réception des travaux.

## **ARTICLE 4. ETAT DES LIEUX – DESTINATION**

### **4.1 Etat des lieux**

Un état des lieux est établi, contradictoirement par les parties, lors de l'entrée en jouissance et de la remise des clés au Bénéficiaire.

Cet état des lieux sera annexé à la présente convention.

Le bénéficiaire prend le terrain et/ou les bâtiments et installations dans leur état au jour de son entrée en jouissance, et ne peut exiger aucune remise en état, ni exercer aucun recours contre le Conservatoire du littoral, ni réclamer aucune indemnité pour quelque cause que ce soit.



#### **4.2 Destination**

Le bénéficiaire s'engage à utiliser l'immeuble pour un usage commercial strictement destiné à la présentation de défilés de mode.

Tout autre usage ou toute autre activité commerciale, industrielle, artisanale ou agricole non prévue par la présente convention est interdit.

Il ne pourra, en aucun cas, en modifier la destination prévue par la présente convention sans l'accord exprès du Conservatoire du littoral. Dans cette hypothèse, une nouvelle convention sera délivrée.

Il s'engage à laisser les agents de l'établissement public et du gestionnaire visiter l'immeuble, en vue de constater l'état et de vérifier que sa destination est bien respectée.

### **ARTICLE 5. DROITS ET OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

#### **5.1 Usage et entretien**

Le bénéficiaire assurera l'entretien courant du bâtiment et des équipements et s'engage à maintenir en état de propreté les abords du bâtiment mis à sa disposition.

Il ne pourra, en aucun cas, modifier l'état de l'immeuble ni réaliser aucun aménagement ou construction, même légers, hormis ceux prévus ci-après à l'article 5-2.

#### **5.2 Travaux**

Le bénéficiaire est autorisé à réaliser les travaux liés à son activité et consistant à la conservation du bâtiment et la mise aux normes de sécurité liée à l'accueil du public.

La liste des travaux sera définie par le bureau de contrôle SOCOTEC, et annexée à la présente convention.

#### **5.3 Activités autorisées**

Elles consistent en :

- Toutes activités liées à la gestion courante du domaine,
- L'accueil et l'animation des bâtiments dans le respect des missions du Conservatoire du littoral et de l'esprit des lieux,
- Activités de défilés de mode dans le cadre de la mise en valeur et de la promotion du patrimoine hyérois.

En cas de dégradation, d'atteinte aux biens, de dépôts illicites de matériaux, de toute infraction, il devra alerter le Conservatoire du littoral et le gestionnaire du site.



#### 5.4 Activités interdites et engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire devra s'interdire et interdire sur les parcelles visées à l'article 2 toute activité ou aménagement incompatibles avec la nature des biens objet de la présente convention et des missions du Conservatoire du littoral notamment :

- La circulation et le stationnement des véhicules motorisés hors des lieux prévus à cet effet, à l'exception des véhicules de service et de sécurité,
- L'affichage sur ou à proximité du bâtiment de toute nature sans autorisation écrite du Conservatoire du littoral en dehors de l'information directement liée à la gestion du site et à son animation,
- Il ne pourra apposer ou faire apposer par des tiers des pancartes ou panneaux publicitaires de quelque nature qu'ils soient,
- Il ne pourra poser aucune clôture,
- Il ne pourra apposer ou faire apposer par des tiers des pancartes ou panneaux publicitaires de quelque nature qu'ils soient,
- Il s'engage à maintenir en état de propreté les abords du bâtiment mis à disposition et à ne réaliser aucune construction, même légère,
- Il s'engage à valoriser le Conservatoire du littoral en affichant son logo sur le site.

Dans le cadre spécifique de la manifestation envisagée, le bénéficiaire s'engage aux dispositions particulières suivantes :

- Nombre de personnes attendues et conditions d'accès : la jauge de participation ne dépassera pas la capacité d'accueil de chaque bâtiment :
  - Equipe technique : 30 personnes (véhicules à l'extérieur du site ou accès navette),
  - 50 mannequins et 50 habilleurs (véhicules à l'extérieur du site ou accès navette),
  - Public (accès navette) : 400 professionnels invités et 400 places pour le public avec réservation préalable obligatoire,
  - Stationnement toléré sur le site pour 35 véhicules des partenaires et officiels.
- Occupation et plan de cheminement :
  - Ancien magasin utilisé pour les repas,
  - 3 accès au bâtiment de la Mouture :
    - a) portes façade Est : grand public,
    - b) porte façade Nord : partenaires et officiels,
    - c) porte façade Ouest : staff technique et organisateurs et mannequins et habilleurs,
  - Matérialisation des cheminements de secours autour des bâtiments,
  - Sonorisation autorisée uniquement à l'intérieur des bâtiments,

Pour toute opération souhaitée en marge du cadre défini ci-avant (en extérieur, dans d'autres bâtiments...), le bénéficiaire devra impérativement se mettre en relation avec le gestionnaire en amont de la manifestation afin de définir ensemble des modalités de leur exécution éventuelle (surface envisagée, lumières, volume sonore, décors...).

- Dispositions pour la contention et l'accueil du public :
  - piquets et cordelettes entre le portail et le bâtiment de la Mouture,
  - sanitaires,
  - éclairage extérieur des cheminements,
  - personnel de sécurité en charge notamment de faire respecter les limites de la zone d'évolution du public,
  - respects des consignes strictes données au staff technique, aux mannequins, etc... de ne pas divaguer sur le site,
- Gestion de l'occupation du bâtiment de la Mouture : déménagement puis remise en place du matériel et matériaux stockés dans ce bâtiment pour la gestion du site.
- Réservation de 6 places par défilé au bénéfice du Conservatoire du Littoral ou de ses partenaires.



- Mise à disposition de 4 badges d'autorisation d'accès en véhicule.

## **5.5 Conditions d'occupation**

**5.5.1** Le bénéficiaire prend disposition des bâtiments dans l'état où ils se trouvent, sans pouvoir d'aucune manière se retourner contre le Conservatoire et le gestionnaire pour quelque cause que ce soit.

**5.5.2** La présente convention ne confère au bénéficiaire, qui le reconnaît expressément, aucun droit au maintien dans les lieux. Elle revêt un caractère strictement personnel et ne pourra faire l'objet ni de cession, ni de sous-location ou de prêt sous quelque forme que ce soit sous peine de retrait d'office.

**5.5.3** Le bénéficiaire s'engage à utiliser les immeubles pour les besoins strictement liés à l'organisation et la tenue des défilés des jeunes stylistes sélectionnés dans le cadre du Festival International de Mode, de Photographie et d'Accessoires de mode de Hyères. A ce titre, il met en œuvre toutes les dispositions nécessaires au respect de la réglementation relative aux Etablissements Recevant du Public pour ce type de manifestation ainsi qu'aux sites Natura 2000. Il devra fournir au Conservatoire du littoral et au gestionnaire les avis favorables de la Commission Locale de Sécurité et de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer. Tout autre usage ou activité commerciale, industrielle, artisanale ou agricole est interdite.

**5.5.4** Le bénéficiaire devra, à la date de signature de la présente par les 3 parties, souscrire une police d'assurance garantissant tous les risques, en dehors des risques locatifs couverts par le gestionnaire, pouvant résulter de l'occupation, ainsi que le recours des tiers. Il devra produire cette police d'assurance et justifier du paiement des primes et cotisations par l'envoi des attestations correspondantes à la délégation du Conservatoire du littoral.

**5.5.5** Le bénéficiaire ne pourra modifier en aucun cas l'état des lieux sans l'accord préalable et formel du Conservatoire du littoral. Il s'engage à laisser les agents de l'établissement public et le gestionnaire visiter l'immeuble en vue de constater l'état et de vérifier que sa destination est bien respectée.

**5.5.6** Le bénéficiaire bénéficiera des contrats liés à la fourniture des fluides du gestionnaire (eau, gaz, fuel, électricité) à partir des installations existantes d'une manière générale, de tous les abonnements taxes et consommations liés à l'occupation des locaux mis à sa disposition en dehors du téléphone. Il n'aura pas à s'acquitter, en outre, de la taxe d'habitation, l'impôt foncier restant à la charge du Conservatoire du littoral vu le caractère temporaire de l'occupation.

**5.5.7** Le bénéficiaire assurera l'ensemble des opérations visant à sécuriser le bâtiment pour la manifestation envisagée et même si cela implique d'importants travaux, en concertation et avec l'accord du Conservatoire du littoral et du gestionnaire.

**5.5.8** Le bénéficiaire aura un rôle de pédagogie auprès du public, afin de l'alerter sur le caractère fragile des lieux. En cas de dégradation, atteinte aux biens, dépôts illicites de matériaux, de toute infraction, il devra alerter le Conservatoire du littoral et le gestionnaire du site.

Toute transgression d'une des obligations prévues à l'article 4 entraînera la résiliation de la présente autorisation d'occupation après mise en demeure non suivie d'effet immédiat.

## **ARTICLE 6. : OBLIGATION DU GESTIONNAIRE**

Le Gestionnaire veillera à l'application et au respect des termes de la présente convention. Il avertira le Conservatoire de tous les manquements du bénéficiaire.



## **ARTICLE 7. RETRAIT DU TITRE D'OCCUPATION**

### **7.1 Retrait de l'autorisation pour inexécution des clauses et conditions**

#### **7.1.1 Mise en demeure préalable**

En cas de non respect de la convention, et/ou en cas de défaut de paiement total ou partiel de la redevance, le bénéficiaire fera l'objet d'une mise en demeure par le Conservatoire du littoral par lettre recommandée avec avis de réception. Il disposera alors d'un délai de trente jours, pour se mettre en conformité avec ses obligations.

#### **7.1.2 Retrait de l'autorisation**

Faute toutefois par le bénéficiaire de se conformer à l'une quelconque des conditions générales ou particulières de la présente autorisation, celle-ci pourra, en application de l'article R.2122-7 du code général de la propriété des personnes publiques, être retirée par le Conservatoire du littoral, sans indemnité de quelque nature que ce soit, dans un délai de 2 mois après en avoir informé le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **7.2 Retrait pour un autre motif**

Faute toutefois par le bénéficiaire de se conformer à l'une quelconque des conditions générales ou particulières de la présente autorisation, celle-ci pourra, en application de l'article R.2122-7 du code général de la propriété des personnes publiques, être retirée par le Conservatoire du littoral, sans indemnité de quelque nature que ce soit, dans un délai de 2 mois après en avoir informé le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **7.3 Renonciation à son titre d'occupation par le Bénéficiaire**

Dans le cas où il aurait décidé de ne plus occuper l'immeuble avant la date fixée, le bénéficiaire peut solliciter la résiliation de la présente autorisation auprès du Conservatoire du littoral. L'accord de celui-ci doit être exprès.

Le bénéficiaire adressera sa demande au Conservatoire du littoral par lettre recommandée avec accusé de réception qui disposera alors d'un délai de 2 mois pour se prononcer.

## **ARTICLE 8. FIN DE L'OCCUPATION**

La présente autorisation d'occupation prend fin au terme fixé par l'article 2 et ne sera pas reconduite tacitement. Elle n'ouvrira pas droit à indemnité.

## **ARTICLE 9. CONTENTIEUX**

En cas de désaccord, les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige intervenant dans le cadre de la présente convention. En cas de persistance du désaccord, la loi française est applicable et ledit litige sera tranché par le Tribunal Administratif de Toulon.

## **ARTICLE 10. ANNEXE**

La présente convention comporte une annexe qui sera renseignée à la date de signature par le Conservatoire du Littoral et le bénéficiaire.

Cette annexe fait partie intégrante de la présente convention.



## ARTICLE 11. POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

Fait à Toulon en 3 exemplaires le

Pour le propriétaire

Pour le gestionnaire

Pour le bénéficiaire

M. Philippe Van de MAELE,  
Directeur du Conservatoire du  
littoral

M. Jean-Pierre GIRAN  
Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Mme Pascale MUSSARD,  
Présidente de l'association  
« Villa Noailles »



## ANNEXE - Fiche de renseignement

Comme tous les propriétaires de biens immobiliers occupés, le Conservatoire doit déclarer chaque année l'identité des occupants des biens qui lui appartiennent. Les présentes informations seront communiquées à l'administration fiscale.

### *Identification du bien - à renseigner par le Conservatoire*

Dénomination usuelle du bien :

Adresse :

N° CDL de la convention d'occupation :

Numéro(s) d'identification fiscale :

### *Nature de l'occupation – à renseigner par l'occupant*

Date de début d'occupation :

Occupation : ☐ à titre gratuit ☐ à titre onéreux → montant loyer mensuel :

Occupation pour l'exercice d'une activité professionnelle : ☐ oui ☐ non

Bien meublé : ☐ oui ☐ non

### *A renseigner par l'occupant – identification de l'occupant cas n°1 occupant **personne morale***

N° SIREN (9 chiffres) :

Dénomination (raison sociale) :

### *A renseigner par l'occupant – identification de l'occupant cas n°2 occupant **personne physique***

#### **Occupant n°1**

N° fiscal (facultatif) :

Nom de naissance :

Nom d'usage :

Prénom :

Date de naissance :

Commune de naissance (si naissance en France) :

Département de naissance (si naissance en France) :

Pays de Naissance (en cas de naissance à l'étranger) :

